

FAUT-IL BOYCOTTER L'AFRIQUE DU SUD?

**Massacre au Lesotho, militants de l'ANC
condamnés à mort, attentat
contre la centrale nucléaire construite
par la France,
projet d'une tournée de rugby :
l'Afrique du Sud est au cœur de l'actualité
mais les media n'en parlent guère
et bien des défenseurs des Droits de l'Homme
détournent la tête.**

Différences s'interroge : que faire ?

Sam RAMSAMY
président du SANROC¹

**Les boycotts démoralisent
toujours les régimes racistes
blancs.**

IL faut boycotter l'Afrique du Sud non seulement dans le sport mais également dans tout autre domaine. Plus particulièrement dans le sport, c'est le boycott qui a entraîné quelques petits changements dans ce pays. Lorsque les pays ont commencé à boycotter l'Afrique du Sud, celle-ci s'est rendu compte que les Noirs aussi sont concernés par le sport et qu'ils aspirent, eux aussi, à devenir des sportifs d'envergure internationale.



De fait, les boycotts, jouent un rôle important. Les boycotts démoralisent toujours les régimes racistes blancs.

Ainsi, le boycott de la tournée de rugby montrera aux sud-africains blancs qu'ils n'ont pas d'amis. Cela soutiendra le moral des Sud-Africains noirs qui souffrent et cela conduira à obtenir toujours plus de concessions de la part des Blancs. Les Sud-Africains blancs seront obligés de reconnaître que la loi de la majorité est inévitable et que c'est la seule façon de résoudre le problème.

Si les nations blanches et plus particulièrement les pays européens continuent de soutenir l'Afrique du Sud, celle-ci intensifiera la guerre et cela conduira à un gigantesque carnage, de Noirs et de Blancs.

Si les gens veulent atténuer la polarisation en Afrique du Sud, il est important qu'ils montrent aux Blancs de ce pays qu'ils ne sont pas leurs amis. Si l'Afrique du Sud est soutenue, ces blancs peuvent interpréter cela et penser qu'ils ont des amis à l'étranger.

Si vous allez en Afrique du Sud, il est difficile pour qui que ce soit de voir ce qui s'y passe. C'est comme aller dans un camp hitlérien. Vous devez être noir pour arriver à connaître à quel point le système est ambigu, de ce fait, il est impossible d'aller là-bas deux semaines, de revenir et de dire « voilà ce qui se passe en Afrique du Sud ». En fait, le gouvernement sud-africain favorise ces visites parce qu'en Afrique du Sud, on ne voit que les éléments superficiels de la société.

1. SANROC : South African Non-Racial Olympic Committee.

Lionel JOSPIN

premier secrétaire du Parti Socialiste

**Exercer des pressions contre
Prétoria signifie trouver des
sources alternatives
d'approvisionnement.**

LA question des pressions économiques sur l'Afrique du Sud auxquelles nous restons favorables n'est qu'un des volets d'une action plus large dans laquelle le PS s'est engagé. Celle-ci vise à aider les peuples d'Afrique australe et au premier rang le peuple opprimé d'Afrique du Sud à se libérer du système odieux d'apartheid et des tutelles ou des menaces diverses que celui-ci fait peser sur les pays environnants.



F. BOURCIER

De telles sanctions ne peuvent être étudiées hors du contexte d'ensemble des problèmes de toutes sortes qui se posent à cette région et des relations que nous entretenons avec elle. Un pays comme le nôtre, confronté à une crise économique internationale grave, avec les conséquences que l'on connaît, en particulier sur notre balance commerciale, dépend en outre de l'Afrique du Sud, pour cinq minéraux stratégiques rares, sans parler du charbon, indispensables à notre industrie. Exercer des pressions contre le pouvoir en place à Prétoria signifie aussi trouver, à terme, des sources alternatives d'approvisionnement... et de nouveaux débouchés pour nos produits. Peut-être trouverons-nous l'un et l'autre dans les Pays de la Ligne de Front ? Encore faut-il les aider à se « désenclaver » de leur puissant voisin en soutenant massivement leurs plans de développement des transports, de l'énergie,

des mines, etc. tels qu'ils ont été établis dans le cadre de l'organisation régionale connue sous le nom de S.A.D.C.C., ce qui nécessite la mise en œuvre d'importants moyens financiers.

Je veux redire ici, à propos d'une question évoquée ces jours-ci, que le Parti Socialiste demeure opposé à la construction par la France d'une deuxième centrale nucléaire en Afrique du Sud. Aucun élément nouveau aujourd'hui ne nous semble devoir remettre en cause ce choix ni faire penser qu'une décision de cette nature soit préparée.

Ces pressions économiques doivent, de plus, être soigneusement choisies pour pénaliser réellement ceux à l'encontre desquels elles sont dirigées et non l'inverse, sous peine de perdre toute efficacité et donc crédibilité. Parler de sanctions globales ne nous paraît donc pas très réaliste. Il faut au contraire déterminer des objectifs précis, compatibles avec les contraintes économiques du moment et y associer dans leur application d'autres forces européennes notamment parmi celles qui ont aujourd'hui la responsabilité du pouvoir. C'est ce que fait le PS à travers la préparation de la Conférence de l'Internationale Socialiste sur l'Afrique australe qui est projetée pour juin prochain et qui parlera tout à la fois de sanctions y compris économiques et d'aide.

Serge BOUCHENY

sénateur de Paris (PCF)

**Par ses agressions sanglantes, le
régime raciste et colonialiste de
Prétoria est un danger pour la
paix.**

Le régime raciste qui sévit en Afrique du Sud n'a pu se maintenir jusqu'à présent qu'avec les soutiens des forces réactionnaires mondiales, sur la base de leurs affinités politiques. Ce fut longtemps le cas de la France giscardienne qui a apporté son soutien politique, économique et militaire. La solidarité du gouvernement des Etats-Unis à l'odieux régime raciste ne se dément pas ; bien au contraire, avec persévérance les Etats-Unis s'opposent à tout acte, toute sanction qui pourrait favoriser la chute du régime de Prétoria.

Le régime actuel de l'Afrique du Sud, fort de ses soutiens, prétend mettre en cause le mouvement de progrès qui parcourt l'Afrique. Par ses agressions san-

glantes, le régime raciste et colonialiste de Prétoria est un danger pour la paix ; il est un obstacle à l'établissement de nouveaux rapports entre les Etats, à l'établissement d'un nouvel ordre international.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en France a fait naître dans les pays africains un immense espoir quant à l'aide que notre pays pourrait leur apporter pour instaurer en Afrique australe le progrès, la concorde et la liberté.

Aujourd'hui, la France doit entrer dans le groupe des nations qui luttent réellement contre l'apartheid. Elle doit lui refuser toute aide économique, politique et militaire, et se prononcer, comme le demande l'O.N.U. pour des sanctions. Nous nous félicitons des démarches du gouvernement français en faveur de la liberté des prisonniers politiques en Afrique du Sud. En même temps, la presse annonce que des chercheurs du C.N.R.S. et de l'I.N.S.E.R.M. se rendraient dans ce pays pour y dispenser un enseignement de haute technologie. De plus, lors de la réunion du Fonds Monétaire International, le représentant du gouvernement a voté pour une aide financière à Prétoria. La France doit briser net avec l'hypocrisie du pouvoir ancien. Nous ne partageons pas l'idée pernicieuse qu'il serait possible d'aménager l'apartheid.

Il est nécessaire que la condamnation internationale se traduise dans les faits et impose des sanctions globales contre l'Afrique du Sud. Prendre prétexte pour s'abstenir que ces sanctions toucheraient



également la population noire n'est pas crédible.

« Le peuple sud-africain est tellement opprimé qu'il ne peut souffrir davan-

tage » disait cet été le représentant de l'ANC à Paris. C'est l'absence de sanctions qui prolonge le calvaire de ce peuple.

Pieter DANKERT

président du Parlement Européen

**Les objectifs humanitaires ne
peuvent être réalisés sans une
action au niveau international.**



L'APARTHEID est un crime contre l'humanité. Cependant on ne peut espérer réaliser les objectifs humanitaires qui découlent de cette conviction sans une action coordonnée au niveau international.

Dans ce contexte il est notable que le Parlement européen ait adopté récemment une résolution englobant les problèmes de l'apartheid et de la situation politique en Afrique du Sud qui préconisait un code de conduite pour les entreprises européennes en relation avec l'Afrique australe. D'autre part, une conférence des parlementaires de l'Europe de l'Ouest sera l'occasion de débattre des moyens à envisager pour promouvoir les droits de l'homme et la dignité humaine de tous les citoyens de l'Afrique du Sud.

Bien sûr les sanctions ne changeront pas à elles seules la politique d'apartheid, mais je suis convaincu que les sanctions économiques, l'embargo sur les exportations de pétrole, d'armes et de matériel de haute technologie peuvent, à condition qu'ils soient pleinement respectés, apporter une contribution importante à l'évolution de la situation ségrégationniste en Afrique du Sud de façon que tous les hommes y jouissent bientôt des mêmes droits.